

**Séance ordinaire du
mardi 26 juin 2018**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille-dix-huit et le vingt-six juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme et Aménagement
durable**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Chantal MARION, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO.

Excusés : Patrick VIGNAL.

**Périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité -
Extension du périmètre d'application du droit de préemption sur les cessions de
fonds artisanaux, de fonds de commerces et baux commerciaux à l'avenue
Georges Clemenceau**

La dynamisation du commerce et de l'artisanat du centre-ville est un des objectifs prioritaires de l'opération « Montpellier Grand Cœur », lancée en 2003 par la Ville de Montpellier, pour agir, de manière globale, sur tout ce qui contribue à améliorer la qualité du centre ancien pour ceux qui y vivent, le fréquentent et y consomment.

Dans le cadre de la loi du 2 août 2005, précisée par le décret d'application n°2007-1827 du 26 décembre 2007 et par la loi de modernisation de l'économie du 4 août 2008, la Ville a décidé en 2010, de se donner les moyens d'intervenir sur les secteurs confrontés à un danger patent de disparition de certaines offres, de manque de diversité ou de manque de qualité, en définissant un périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité. A ainsi été instauré un droit de préemption spécifique sur les cessions de fonds artisanaux, de fonds de commerces et baux commerciaux par délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2010. Ce périmètre a été étendu par délibération le 29 septembre 2015.

14 secteurs sont à ce jour inscrits dans ce périmètre :

- Rue de la République et rue d'Alger,
- Halles Laissac-faubourg de la Saunerie-boulevard Clemenceau,
- Boulevard de l'Observatoire, boulevard du Jeu-de-Paume et Ledru-Rollin,
- Rue Faubourg du Courreau,
- Rue St Guilhem,
- Rue de Verdun – Rue Boussairolles – rue du Clos René – rue Aristide Ollivier,
- Rue de la Méditerranée – rue du Pont de Lattes – place Carnot,
- Cours Gambetta – plan Cabanes Ouest – rue Adam de Craponne,
- Place Roger Salengro – rue du Faubourg Figuerolles,
- Boulevards L.Pasteur et L. Blanc – Place Albert 1^{er} – rue de l'Université,
- Rues de l'Aiguillerie – place Notre Dame – rue du Pila St Gély,
- Rue Maguelone
- Grand'rue Jean Moulin (partie Sud-Ouest)
- Boulevard Victor Hugo

Cet outil permet à la Ville de suivre et d'analyser l'évolution des mutations commerciales sur ces secteurs et, ponctuellement, de mener une action publique pour les orienter et les maîtriser. Cette action est conduite dans la logique de poursuite des objectifs suivants :

- la préservation de l'attractivité et de la chalandise spécifiques des pôles commerciaux structurants du centre-ville ;
- la possibilité, par la maîtrise de fonds de commerce en complément des murs associés, d'agir pour améliorer les conditions d'exploitation et le maintien d'activités professionnelles particulières ;
- la volonté d'amortir l'impact du processus de spécialisation excessif de certains sites et linéaires commerciaux ;
- le souhait de pouvoir anticiper toute démarche spéculative et surenchère résultant de la mise en œuvre des projets urbains structurants.

Il est proposé, par la présente délibération, d'étendre ce périmètre à l'avenue Georges Clemenceau.

Par sa configuration, sa position et sa structuration, l'avenue Clemenceau représente un axe majeur de la Ville. Le commerce y joue un rôle déterminant, son linéaire est significatif. La perte de qualité commerciale a des conséquences sur l'image donnée à l'avenue et, par extension immédiate, impacte celle du centre-ville. Le commerce actuel est en perte remarquable de vitesse et se caractérise par un déficit global d'attractivité.

Il paraît essentiel d'agir rapidement sur le devenir du commerce sur cet axe et d'utiliser les outils ad hoc afin d'orienter la qualité, les activités et, complémentarément, en vue de maîtriser les mutations dans le cadre des opérations d'aménagement urbains à venir. Le passage de la future ligne 5 de tramway, l'opération « Passage Clemenceau », et les opérations de renouvellement urbain engendreront des mutations rapides. Il est par conséquent nécessaire d'encadrer et définir une démarche cohérente vis-à-vis du commerce, qui est un des principaux vecteurs de la requalification de cette avenue.

Le plan délimitant le périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité intégrant le nouveau secteur et le rapport d'analyse afférent ont été soumis pour avis à la Chambre de commerce et d'industrie de Montpellier et à la Chambre de métiers et de l'artisanat en application de l'article R.214-1 du Code de l'urbanisme. Les avis respectivement rendus les 28 et 7 mars derniers sont favorables.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver l'extension du périmètre d'application du droit de préemption sur les cessions de fonds artisanaux, de fonds de commerce et de baux commerciaux sur l'avenue Georges Clemenceau, délimitée conformément au plan joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 2 voix

M. Christophe COUR, M. Philippe SAUREL.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 29 juin 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Plan

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20180628-42895-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 09/07/18
Réception en Préfecture : 09/07/18

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.